

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 26 août au 1^{er} septembre 2026

Sommaire

Le chiffre de la semaine : le *price cap*2

Le graphique de la semaine2

En bref3

Actualités macroéconomiques3

FINANCES PUBLIQUES3

FISCALITE3

MARCHE DU TRAVAIL4

IMMOBILIER4

Actualités commerce et investissement4

COMMERCE4

Actualités financières5

REGLEMENTATION FINANCIERE5

MARCHES FINANCIERS6

FONDS DE PENSION.....6

Le chiffre de la semaine : le *price cap*

Le régulateur britannique de l'énergie, Ofgem, a annoncé une hausse de +4 % du *price cap* à partir du 1^{er} octobre, sous l'effet du choc énergétique lié au conflit au Moyen-Orient. Ce mécanisme de plafonnement des prix de l'énergie, introduit en 2019, est révisé trimestriellement afin de refléter l'évolution des coûts d'approvisionnement supportés par les fournisseurs et d'en lisser la

transmission aux consommateurs, tant à la hausse qu'à la baisse. La facture annuelle d'un foyer type atteindra ainsi 1 723 £ entre octobre et décembre, soit une augmentation de +60 £ par rapport au trimestre précédent. Ce chiffre intègre le changement de méthodologie d'Ofgem intervenu en juillet : avec l'ancienne méthode de calcul de consommation d'un foyer type, le *price cap* aurait atteint 1 935 £, son plus haut niveau depuis l'été 2023. Les prix demeurent toutefois nettement inférieurs au pic atteint lors de la crise énergétique de 2022, période durant laquelle le gouvernement était intervenu via l'*Energy Price Guarantee* (EPG) pour plafonner les factures des ménages à 2 500 £. La hausse sera toutefois partiellement compensée par la suppression de la TVA sur les factures d'électricité, annoncée par Andy Burnham au cours de l'été dans le cadre de ses premières mesures visant à lutter contre la hausse du « coût de la vie », et qui doit réduire de 45 £ la facture annuelle moyenne.

LE CHIFFRE À RETENIR

+4 %

Le graphique de la semaine

Proportion des 16-24 ans sans emploi, ni études, ni formation (NEET) au Royaume-Uni



Source : SER de Londres, à partir des données de l'ONS.

En bref

- Depuis le 25 août, la livre sterling s'est dépréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,3513 \$ (-1,0 %). La livre sterling s'est également dépréciée par rapport à l'euro et a atteint 1,1669 (-0,2 %).
- Au 1^{er} septembre, les rendements longs du *gilt* (obligation souveraine) sont forte hausse, le rendement du *gilt* à 10 ans augmente à 5,25 % (+26,7 pdb par rapport à la semaine précédente) – un niveau inédit depuis 2008, celui du *gilt* à 30 ans augmente à 5,89 % (+17,4 pdb). En effet, le *gilt* a été affecté par le mouvement de vente généralisé sur les marchés, après des nouveaux échanges de tirs entre les États-Unis et l'Iran.

Actualités macroéconomiques

Finances publiques

Le think-tank [NIESR](#) (*National Institute for Economic and Social Research*) alerte sur l'impact du choc inflationniste lié à la guerre en Iran sur les finances publiques du Royaume-Uni. Selon les projections du NIESR, l'inflation devrait atteindre un pic de 3,8 % début 2027, la Banque d'Angleterre ne ramenant la cible à 2 % qu'en 2029. À enveloppe budgétaire inchangée, cette hausse réduirait de 3,9 % en termes réels la consommation publique en 2029-30 par rapport aux prévisions de l'OBR (*Office for Budget Responsibility*) de mars, soit l'équivalent de 24 Md£. Dans une [interview](#) accordée au *Financial Times*, le directeur du NIESR, David Aikman, souligne que le nouveau chancelier de l'Échiquier, John Healey, hérite d'une situation budgétaire particulièrement contrainte, marquée par un coût de la dette élevé, une trajectoire de consolidation concentrée sur l'année électorale (en 2028-29), l'érosion des enveloppes de dépenses par l'inflation et de nouveaux engagements en matière de défense et de coût de la vie. Le NIESR recommande que toute nouvelle dépense soit intégralement financée par des hausses de recettes ou des économies. D. Aikman préconise également d'anticiper une partie du resserrement budgétaire dès le Budget d'automne.

Fiscalité

Selon les [données](#) publiées par le HM Revenue & Customs (HMRC), le nombre de « non-doms » est resté quasiment stable en 2024-2025, avant l'entrée en vigueur de la réforme fiscale. Ainsi, 73 400 personnes ont bénéficié du statut de « non-doms » (*non-domiciled taxpayer*) en 2024-25, soit une baisse de seulement 0,5 % sur un an. Cette évolution reflète environ 8 600 nouveaux entrants et 9 000 sorties. Ces chiffres ne semblent donc pas confirmer les premières estimations faisant état d'un départ massif de contribuables fortunés en amont de la réforme. Entrée en vigueur en avril 2025, la plus importante réforme fiscale britannique ces dernières années a supprimé le régime de la *remittance basis*, qui permettait aux non-doms, sous conditions, de ne pas être imposés au Royaume-Uni sur certains revenus et gains étrangers. Les chiffres à venir, sur l'année fiscale 2025-2026, permettront de déterminer si la réforme a provoqué de départs massifs de la population concernée, anticipés par plusieurs experts.

Marché du travail

Selon [l'ONS](#), le nombre de jeunes de 16 à 24 ans sans emploi, ni études, ni formation (NEET) est repassé sous le seuil du million au Royaume-Uni, à **981 000 au deuxième trimestre 2026**, contre **1,01 million au trimestre précédent**. Malgré cette baisse, le nombre de NEET reste à son deuxième plus haut niveau depuis près de 13 ans et augmente de 30 000 sur un an. Le taux de NEET atteint 13 %, contre un point bas de 9,7 % en 2021 (cf. graphique de la semaine), la hausse des problèmes de santé de longue durée constituant un facteur important de l'augmentation récente. Environ 60 % des NEET n'auraient jamais occupé d'emploi. Ces données interviennent alors que le gouvernement prépare une nouvelle réforme du système de prestations sociales, dont les détails sont attendus dans les prochains mois.

Immobilier

Selon [l'indice des prix immobiliers](#) de Lloyds, les prix des logements au Royaume-Uni sont restés stables en juillet, après une hausse de 0,2 % en juin. Sur un an, leur progression ralentit à 0,1 %, son rythme le plus faible depuis novembre 2023. Le prix moyen d'un logement au Royaume-Uni s'établit désormais à 299 253 £. Selon Lloyds, la stabilité des prix de l'immobilier s'explique par une demande globalement stable, mais contrainte par les difficultés d'accessibilité et la sensibilité des ménages aux taux hypothécaires. Si la baisse des taux au début de l'été a permis un léger rebond des accords de prêts et des transactions en juin, leur remontée récente pourrait à nouveau peser sur l'activité. Lloyds anticipe ainsi une stabilité des prix et de l'activité d'ici la fin de l'année. Les disparités régionales continuent d'être particulièrement marquées. L'Irlande du Nord enregistre une hausse très dynamique des prix (+7,4 % sur un an), tandis qu'en Angleterre, la progression reste concentrée dans les régions du Nord (+2,8 %), où l'accessibilité relative soutient la demande. À l'inverse, les prix des zones les plus chères du Sud continuent de diminuer, avec une baisse de 2,0 % sur un an. À Londres, les prix reculent également (-1,3 %), malgré un niveau toujours très élevé, proche du double de la moyenne nationale (533 930 £). *À compter de juillet 2026, l'indice des prix immobiliers Halifax est renommé indice des prix immobiliers Lloyds. Ce changement de dénomination n'entraîne aucune modification de la méthodologie.*

Actualités commerce et investissement

Commerce

Depuis le 1^{er} septembre, le Royaume-Uni a obtenu un accès complet au [Comprehensive and Progressive Agreement for Trans-Pacific Partnership \(CPTPP\)](#), un accord de libre-échange regroupant onze pays. Cette étape intervient après la ratification de l'adhésion britannique par le Canada, dernier membre à avoir approuvé l'entrée du Royaume-Uni dans l'accord. L'adhésion au CPTPP, signée en 2023 et entrée en vigueur en 2024, vise à renforcer les échanges britanniques avec les pays membres en facilitant l'accès des entreprises aux pays membres et en réduisant les obstacles au commerce. Plus de 99 % des exportations britanniques de marchandises pourront notamment bénéficier de droits de douane nuls. L'accord vise également à améliorer l'accès aux marchés publics, faciliter certains déplacements professionnels et soutenir

des secteurs comme les services, l'industrie et l'agroalimentaire. Le gouvernement britannique estime que cette adhésion pourrait générer à long terme environ 2 Md£ supplémentaires par an pour l'économie britannique.

A la suite d'une recommandation de la Trade Remedies Authority (TRA), le gouvernement britannique a décidé d'imposer des [droits antidumping provisoires](#) sur les nacelles élévatrices (« boom lifts ») importées de Chine. Entrée en vigueur le 20 août, la mesure prévoit des droits compris entre 16,25 % et 71,74 % selon les producteurs chinois et pourra s'appliquer pendant six mois, jusqu'à la mise en place d'une mesure définitive. La TRA a conclu que ces importations causaient un préjudice à l'industrie britannique, à la suite d'une plainte du fabricant britannique Niftylift. Ces équipements, utilisés notamment dans la construction et pour l'entretien des stades de football, font désormais l'objet d'une enquête approfondie de la TRA afin de déterminer si une mesure permanente est nécessaire.

Le gouvernement britannique est appelé à [interdire les importations de viande brésilienne](#) en raison des inquiétudes liées à l'usage excessif d'antibiotiques dans l'élevage. Les organisations agricoles britanniques, dont la *National Farmers' Union*, estiment que les normes sanitaires brésiliennes ne sont pas suffisamment strictes et craignent que le Royaume-Uni ne devienne un marché privilégié pour la viande qui ne pourra plus être exportée vers l'Union européenne, laquelle prévoit d'interdire les importations de bœuf et de poulet brésiliens. Le gouvernement britannique mène une évaluation des systèmes de production brésiliens afin de vérifier le respect des normes britanniques de sécurité alimentaire et de bien-être animal. Cette situation intervient alors que les importations britanniques en provenance du Brésil ont fortement augmenté depuis le Brexit (+2 Md£ en 2025 par rapport à 2021), faisant également craindre une pression accrue sur les éleveurs britanniques.

Actualités financières

Réglementation financière

Le London Stock Exchange (LSE) [se prépare](#) à lister des actions tokénisées, en partenariat avec l'entreprise Payward. Le partenariat avec Payward, propriétaire de la place de marché Kraken, permettra au LSE de lister des tokens répliquant le prix des plus importantes actions britanniques, sous réserve des approbations réglementaires. Ces tokens seront listés sur une plateforme nouvellement créée appelée [LSE 24](#) permettant des échanges de nuit entre 17h et 7h50 le lendemain matin 5 jours sur 7, en complément - et sur une place de marché différente - du marché habituel (ouvert de 8h à 16h30). Cette étape rapproche le LSE du trading continu, une pratique devenue de plus en plus populaire avec l'essor des plateformes de cryptoactifs. Chaque token est couvert à 100 % par une action conventionnelle mais son détenteur ne possède juridiquement pas de droit de détention, de droit aux dividendes et ne détient qu'un droit de vote limité.

Le [gouvernement](#) donne à la Banque d'Angleterre un nouvel objectif secondaire : soutenir l'innovation dans les systèmes de paiement et les formes émergentes de monnaie numérique. Cet objectif s'ajoute à celui déjà existant d'innovation pour les chambres de compensation (CCP) et les dépositaires centraux de titres (CSD), et

élargit le périmètre aux systèmes de paiement systémiques, y compris ceux utilisant des actifs de règlement numériques comme les stablecoins. La BoE devra rendre compte chaque année au Parlement de la manière dont elle fait progresser cet objectif, afin de suivre le rythme du changement technologique. La réforme sera mise en œuvre via des amendements au Financial Services and Markets Bill, prochainement débattu à la Chambre des Lords.

Marchés financiers

Andrew Bailey [alerte](#) sur un risque de « correction désordonnée » des marchés et sur les risques posés par les modèles frontières d'intelligence artificielle (IA). Dans un courrier en tant que Président du Conseil de Stabilité Financière adressé aux ministres des finances et aux gouverneurs de banque centrale du G20, Andrew Bailey identifie des fragilités sur trois marchés vulnérables : les dettes souveraines, le crédit privé et les valorisations liées à l'intelligence artificielle. La hausse du levier dans les marchés actions, interagissant avec les investissements croisés entre les entreprises de l'intelligence artificielle et les *hyperscalers*, amplifie les risques de correction de ce marché. Enfin, Andrew Bailey identifie les modèles IA de frontière comme une menace à la stabilité financière, notamment à travers les risques cyber posés aux institutions financières. Il encourage ainsi à adopter des mesures pour s'assurer du déploiement sécurisé et responsable des modèles.

Fonds de pension

Des fonds de pension britanniques publics [annoncent](#) leur volonté de créer un UK Scale-up Fund doté de 1 Md£ pour soutenir la croissance d'entreprises innovantes. Le gestionnaire du fonds sera un acteur privé, Sky News mentionnant que M&G Investment et Schroders sont déjà candidats pour occuper ce rôle. La British Business Bank apportera un soutien technique à la création du fonds mais pas de capital, même si la banque mentionne les possibilités futures de co-investissement avec le fonds. Les investissements du UK Scale-up fund ont vocation à soutenir les entreprises britanniques à forte croissance dans le domaine des sciences et de la technologie.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr